

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
DEPARTEMENT DE LA DRÔME  
ARRONDISSEMENT DE DIE  
\*\*\*\*\*

**COMMUNE DE MIRABEL ET BLACONS**

\*\*\*\*\*

**ARRETE DU MAIRE N°2018-145**

**OBJET : ARRETE PRESCRIVANT LA MODIFICATION N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

**LE MAIRE,**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.153-36 et suivants ;

VU le Plan Local d'Urbanisme de MIRABEL ET BLACONS approuvé par délibération du Conseil Municipal le 01/09/2017 ;

CONSIDERANT, après plus d'une année d'utilisation, la nécessité d'améliorer quelques points dans ce PLU pour faciliter l'instruction des permis et mieux prendre en compte certains objectifs de la Commune ;

CONSIDERANT que l'évolution souhaitée du PLU :

- Ne change pas les orientations définies dans le PADD,
- Ne réduit pas un espace boisé classé, une zone naturelle ou agricole,
- Ne réduit pas une protection édictée en raison de la valeur agricole des terres, des risques de nuisances, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels,
- Ne comporte pas de graves risques de nuisances.

CONSIDERANT en conséquence que l'évolution du PLU n'entre pas dans le champ d'application de la procédure de révision mais dans celui d'une modification (article L.153-36 du Code de l'Urbanisme)

CONSIDERANT que la procédure de modification doit être notifiée aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme ;

CONSIDERANT que la modification peut être effectuée selon une procédure simplifiée (article L.153-45 du Code de l'Urbanisme) car elle n'a pas pour effet de majorer de plus de 20% les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan, de diminuer ces possibilités de construire, de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser, ou d'appliquer l'article L. 131-9 du présent code.

**ARRETE :**

**Art. 1<sup>er</sup>** – Il est décidé d'engager la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de MIRABEL ET BLACONS conformément à l'article L153-45 du Code de l'urbanisme.

**Art. 2** – Les principaux objectifs poursuivis au cours de la procédure de modification sont :

- Supprimer un, voire des, emplacement(s) réservé(s) qui a (ont) déjà été acquis ou qui ciblait (aient) par erreur des terrains communaux et non privés
- Clarifier des règles sur les annexes
- Améliorer la prise en compte de l'aspect extérieur des constructions et des éléments qui y sont apposés

**Art. 3** – Conformément à l'article L.153-47 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées sont mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations. Ces observations sont enregistrées et conservées. Les modalités de la mise à disposition sont précisées par le conseil municipal et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition

**Art. 4** – A l'issue de la mise à disposition, le maire en présente le bilan devant le conseil municipal, qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

**Art. 5** – Conformément à l'article L.153-48 du Code de l'Urbanisme, l'acte approuvant une modification simplifiée devient exécutoire à compter de sa publication et de sa transmission à l'autorité administrative compétente de l'Etat dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

**Art. 6** – Conformément aux articles R153-20 et R153-21 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté sera affiché pendant un mois en Mairie. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Une copie du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de la Drôme.

Fait à MIRABEL ET BLACONS, le 14/12/2018

Le Maire  
**Maryline MANEN**

